

N^o. 187.

20^e. de la convention nationale.

RÉVOLUTIONS DE PARIS,

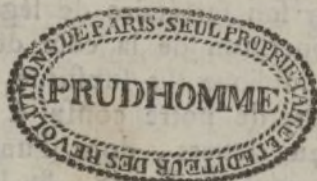
DÉDIÉES A LA NATION.

AN SECOND DE LA RÉPUBLIQUE.

QUINZIÈME TRIMESTRE.

Avec gravures & cartes des départemens.

Les grands ne nous paroissent grands
que parce que nous sommes à genoux.
..... Levons-nous.



DU 2 AU 9 FÉVRIER 1793.

L. Prudhomme à ses concitoyens.

Des citoyens m'ont prévenu qu'on pourroit bien exercer sur ma personne & sur mes pressés des actes arbitraires, relativement à l'article sur le *Comité des Douze*, dans mon dernier N^o. 186 des Révolutions de Paris.

Je les prie d'en recevoir mes remerciemens, & d'être tranquilles sur mon compte. Un homme accoutumé depuis quatre années à lutter contre tous les genres de despotisme ne redoute rien, & reste fidèlement à son poste pour défendre la liberté jusqu'à la mort.

Je me propose même de publier le plus tôt possible un recueil des *Crimes des Comités de Recherches, de Surveillance, de Sécurité générale, depuis l'Assemblée constituante jusqu'à ce jour inclusivement.*

Des aboyeurs à dix-huit livres par jour disent que je suis vendu à une faction; ils ne savent donc pas qu'il n'y a personne d'assez riche pour acheter un journaliste voué aux principes.

N^o. 187. Tome 15.

A

VOICI un supplément aux crimes des papes. Nous nous attendions bien que Pie VI ne se contenteroit pas de lancer contre nous ses bulles légères, de nous excommunier *in petto*, & de nous damner pour nous mieux convertir. Nous savions qu'en sa qualité de prêtre, & plus que prêtre, il ne seroit pas fâché de faire jouer les poignards à la première occasion, & cela n'a pas manqué. Depuis le commencement de notre révolution, il a eu bien soin d'empoisonner le peuple de toutes ses idées liberticides, de l'entourer de plus en plus des réseaux de la superstition, & de nous peindre aux yeux des Romains comme une horde de Cannibales livrés à Satan. Ces idées ont fermenté dans les têtes italiennes; & sa sainteté n'ayant pas négligé d'attiser le feu, il en est résulté une explosion violente. Voici le précis de la lettre écrite au ministre de la marine par le citoyen Digne, consul de la république française à Rome, en date du 16 janvier.

Le citoyen Makau, ministre de la république à Naples, instruit, par son secrétaire de légation, le citoyen Bassville, de l'opposition de la cour de Rome, à ce que l'écusson de la république fût substitué aux armes de la France sur la porte de notre consul à Rome, expédia, le 10 janvier, deux lettres, dont l'une pour le secrétaire d'état de la cour de Rome, & la seconde pour le consul Digne.

« Arrivé le 12 à Rome, le citoyen de Flottes remît au cardinal Zélada la première. Il promit une réponse sous deux ou trois jours. La lettre adressée au consul portoit l'ordre exprès de placer, dans les vingt-quatre heures, l'écusson de la république sur la porte de la maison consulaire. Quelque pressante que fût cette lettre, le consul ne crut pas devoir y obéir. Dans les conférences particulières que le consul Digne eut avec le citoyen de Flottes, il exposa à ce dernier le danger de braver l'opinion publique, dans une ville où le peuple étoit attaché à son culte, à ses opinions religieuses & à ses préjugés, & portoit une haine déclarée aux Français. L'événement n'a que trop justifié cette prédiction.

» Le 13, à trois heures, le peuple commença à s'ar-

trouper , armé de pierres & de bâtons ; le gouvernement plaça des piquets de soldats dans les différens quartiers de Rome , où il les jugea nécessaires au maintien de la tranquillité publique. Il paroît que le citoyen Bassville , instruit que le peuple murmuroit hautement contre le projet du major de Flottes , de placer de force l'écusson de la république sur la porte du consul , désapprouvoit cette mesure ; mais l'obstination du major de Flottes ne céda pas à ces observations.

» Le 13 , l'après-midi , le citoyen Bassville étoit allé à la promenade dans une voiture avec son épouse , son enfant & le major de Flottes. Son cocher & son domestique , ayant à leurs chapeaux la cocarde nationale , le peuple cria : *A bas les cocardes* , & dans l'instant un déluge de pierres tomba sur la voiture. Le citoyen Bassville se réfugia , avec sa suite , dans la maison du banquier Moutte. Quelques troupes avancèrent au même instant pour sauver les malheureuses victimes ; mais le peuple ayant forcé la maison , le citoyen Bassville a été frappé d'un coup de rasoir dans le bas-ventre. Il est mort trente-quatre heures après de la suite de sa blessure.

» Le major de Flottes s'est sauvé par une fenêtre , & le peuple respecta les jours de la citoyenne Bassville & de son enfant.

» La maison du banquier Moutte a été pillée & brûlée. Le palais de l'académie de France l'a été également. Les élèves ne se sont soustraits à la fureur du peuple , que par une fuite précipitée.

» Le gouvernement , instruit de cette insurrection , fit sortir toutes les troupes des casernes ; mais leur présence n'empêcha pas que le feu ne fût mis au rez-de-chaussée de la maison du consul de la république , & que toutes les vitres ne fussent brisées.

» Plusieurs autres maisons furent également insultées ; & c'est aux cris de *vive le pape* , *vive la religion* , que tous ces excès ont été commis.

» Le 24 , le peuple dirigea sa haine contre les Juifs , qu'ils accusent d'aimer la révolution française ; & la présence des troupes empêcha seule que leur quartier ne fût brûlé. Enfin , le 15 l'insurrection a été calmée , & des patrouilles nombreuses parcourent tous les quartiers de Rome pour empêcher de nouveaux excès ; mais les Français sont toujours en butte à la haine du peuple ,

& ils ont été tous obligés de fuir & de se cacher pour se garantir de sa fureur ».

Ce triste événement nous fournit d'abord deux réflexions bien naturelles ; c'est qu'indépendamment des instigations , des suggestions secrètes qui ont rendu odieux aux Italiens le nom français , le pape a concouru directement à ce pieux massacre & à cette horrible exécution. Le peuple fermentoit , & il n'a pris aucune précaution , même en apparence ; il n'a fait sortir les troupes que lorsque tout a été fait ; il les a laissées dans l'inaction , puisque la maison du consul de la république a été incendiée , les vitres brisées , les Juifs & les Français honnis pendant plusieurs jours en leur présence. Le pape & les cardinaux sont donc complices ?

La seconde réflexion est qu'aujourd'hui il n'y a pas de milieu ; il faut être ou aristocrate émigré , ou patriote ardent. Le modérantisme ne peut servir à rien aux yeux des puissances étrangères , qui ne peuvent plus , dans leur rage , distinguer ces nuances. Bassville n'étoit certainement pas un patriote. Nommé par le ministère constitutionnel , c'étoit un de ces hommes qui aiment à nager entre deux eaux ; il se plaisoit à déclamer contre le peuple français ; il nous trouvoit féroces ; il a appris à ses propres dépens que les nations régies par un despote le sont encore davantage. C'est donc en faveur de la cause , plutôt qu'en faveur de l'homme même , que l'assemblée a prononcé le décret suivant :

Art. 1^{er}. « Il est enjoint au conseil exécutif de prendre les mesures les plus promptes pour tirer une vengeance éclatante de ces attentats.

II. » La convention adopte , au nom du peuple français , l'enfant de Bassville , & décrète qu'il sera élevé aux dépens de la république.

III. » Il est accordé à sa veuve une pension viagère de 1500 livres , dont les deux tiers seront reversibles à son enfant , & un secours provisoire de 2000 livres.

IV. » La convention nationale charge son président d'écrire à la citoyenne Bassville , pour lui donner connoissance du présent décret.

V. » Le conseil exécutif provisoire est chargé de prendre les mesures convenables pour assurer le retour dans leur patrie , des Français qui peuvent se trouver dans les états du pape , & de leur fournir , à charge de rendre

compte, les secours qui leur seront nécessaires pour cet effet. Les émigrés & les déportés sont exceptés ».

Nous disions dans un de nos précédens numéros que la mort de Capet étoit, à proprement parler, l'ouvrage des prêtres. Quoique nous soyions dans un siècle éclairé, le fanatisme, comme on le voit, règne encore & exerce toutes ses horreurs. Comme c'est le propre des prêtres d'affervir les âmes pour subjuguier les corps, leur fanatisme est à la fois politique & religieux ; ils défendent les rois pour régner par eux & sur eux. Qu'on ouvre toutes les histoires de l'univers, on verra que les prêtres, dans quelque religion que ce soit, ont acheté par toutes les privations possibles, par toutes les grimaces de l'hypocrisie, le plaisir de satisfaire la soif de leur ambition ; qu'ils sont parvenus par-tout, même dans les pays où le prince est le plus despote, à être plus despotes que le prince même, à le gouverner à leur gré, ou du moins à mettre leur *veto* sacré sur ses volontés, à se faire craindre à la fois & du roi & du peuple : ils feignent, les scélérats, de parler au nom d'un Dieu qui nous a créés libres, & ils nous entourent de tous les liens de la politique & de la superstition ! Nos prêtres mêmes le disoient autrefois, & avec une confiance vraiment stupide, lorsqu'on leur reprochoit de ne pas travailler les premiers à détruire les pratiques minutieuses & claustrales par lesquelles ils rétrécissoient l'esprit de la multitude. Oh ! répondoient-ils, plus on multiplie autour d'elle les liens même les plus foibles, plus on l'empêche de rompre les forts ; de sorte que nous étions entre leurs mains comme ces malheureux insectes pris dans les filets d'une araignée.

Que les âmes simples & crédules, que tous ceux dont le cœur bon & facile a de la répugnance à croire le mal, se gardent bien de penser que nos prêtres assermentés soient différens des autres. Non, ce sont les mêmes principes, c'est le même esprit qui les animent : ils ont espéré conserver ou reprendre sur nous l'empire qu'avoient leurs devanciers ; ils ont dit : « Les nobles » seuls pouvoient être évêques ou gros bénéficiers ». Marboëuf avoit l'impudence de nous assurer « que les » prieurs & les abbayes n'étoient point pour des roturiers. » Eh bien ! nous consentons à ce qu'il n'y ait plus ni » abbés ni prieurs ; mais nous serons évêques à notre

« tout. Le peuple respectera toujours la crosse & la
 « mitre ; il aura assez de reconnoissance pour voir que
 « sans nous la constitution étoit à bas (1). Nous ne se-
 « rons exclus d'aucunes places civiles ; ce qui nous pré-
 « sage que bientôt nous les posséderons toutes. Qui sait
 « si en imitant l'adresse & le patelinage des prêtres de
 « Rome, nous n'obtiendrons pas tous les avantages du
 « clergé romain. Il commença, dans les premiers temps,
 « par être doux & modeste, par ne se mêler pas ou-
 « vertement des affaires d'ici-bas ; mais insensiblement
 « tout changea ; & aujourd'hui, qui n'est pas le temps de
 « la plus grande gloire, c'est un prêtre qui est souve-
 « rain, ce sont des prêtres qui sont ministres & juges ;
 « tout ce qui n'est pas prêtre n'est rien ; les curés seuls
 « font la police, & les vicaires ont une portion d'au-
 « torité civile ; tous les prêtres ont des sbires à leurs
 « ordres ; avec la protection d'un cardinal, & son écu-
 « son sur la porte, on peut ne jamais payer de créan-
 « ciers ; un peu de patience, & ça ira ».

Voilà ce qu'ont dit les prêtres appelés non-réfractai-
 res, & qui, comme l'on voit, ne le sont cependant
 pas moins que les autres ; car ils n'en aiment pas mieux
 la liberté. Ils ont cru que la révolution se feroit pour
 eux ; ils n'ont pas eu d'autre idée ; & pour nous en
 convaincre, examinons leur conduite. Combien y en a-
 t-il qui, dans leurs églises, aient expliqué le véritable
 catéchisme du citoyen, la déclaration des droits de
 l'homme ? Combien y en a-t-il qui, en chaire, aient
 tonné contre l'aristocratie & le modérantisme, qui sont
 certainement des péchés capitaux aux yeux de l'Eternel,
 puisque ce n'est autre chose que l'orgueil & l'hypocrisie ?
 Combien, au contraire, en ont parlé le langage ? Com-
 bien y en a-t-il qui aient préparé les esprits à recevoir
 les nouvelles loix qu'on nous prépare ? Combien y en
 a-t-il qui aient travaillé à détruire la superstition, à faire
 sortir les esprits simples des langes d'une religion enfan-
 tine ? Combien qui aient dit : Mon habit ordinaire est
 bon pour dire la messe : donnons donc à l'état toutes
 nos trésoreries ? Nous savons bien que tous les prêtres
 ne sont pas de mauvais citoyens, mais peu s'en faut ;

(1) C'est un propos que nous avons recueilli nous-mêmes de la
 bouche d'un prêtre constitutionnel.

presque tous voudroient nous laisser dans la superstition; pour nous reconquérir ensuite, & nous forcer à égorger nous-mêmes leurs ennemis. La conduite actuelle du pape devroit nous montrer le danger d'avoir des évêques. Voici une lettre qui entre dans nos vues; elle est d'un prêtre qui fait exception à la loi générale:

29 janvier de l'an 2 de la république.

Citoyen Prudhomme, on fait des quêtes pour les besoins de nos frères d'armes. Cette ressource me paroît basse & mesquine chez un peuple grand. En voici d'autres que je présente hardiment, plus nobles, plus raisonnables & plus dignes de ma nation.

Toutes les sacristies de la république offrent de riches linge-ries & des fripperies très-bien fournies, consacrées jusqu'à présent à l'inutilité. Un bon décret qui ôte cette ambition au fanatisme, pour en faire des vêtemens à nos vrais sacrificateurs.

Encore un décret qui mette toutes les pensions des vains ministres du culte à l'égalité, sans en excepter nos évêques, car l'épiscopat ne donne pas deux estomacs; dignité en outre abusive, & dont on ne connoît point l'origine, sinon dans le despotisme religieux. Un soldat de la république est nécessaire, & un évêque bon à rien. Le souverain ne doit pas prendre de tempéramens, ni transiger avec les vieilles sottises. *Recedant vetera.*

A bas tous les châteaux, à commencer par Versailles; on y trouvera des mines intarissables de fer tout fabriqué. Ces maisons fastueuses, à côté du simple manoir d'un républicain, choquent & outragent l'égalité.

Je vous prie de faire l'usage convenable de mes observations; je désire en voir prochainement l'exécution; je vous les recommande.

DROUET, citoyen de la Forestière, votre abonné, ministre du culte. Cette qualité donne force à ma lettre.

Versailles, 7 février, l'an 2 de la république.

Nous devons ajouter aussi cet extrait de lettre qui blanchit certains prêtres que nous avons accusés en masse.

Tu fus induit en erreur, ami, lorsque l'on t'a dit que

tout le conseil épiscopal de Versailles avoit été de l'avis de son chef Avoine contre le mariage d'un prêtre. Tu dois à la justice & à la vérité d'insérer dans un de tes prochains numéros , que les citoyens *Chotard* , *Buffy* , *Dalle* , *Renou* , *Royer* & *Gorju* , tous six vicaires épiscopaux & membres du conseil , ont été d'une opinion très-formellement & très-chaudement opposée , & qu'un de leurs collègues , absent alors , pensoit comme les précédens.

LAVALLERY , administrateur du département de Seine & Oise.

Que nous serions heureux si tous les prêtres parloient ainsi & de bonne foi ! nous pourrions nous vanter de n'avoir bientôt en France que de bons citoyens ; car l'aristocratie innée chez les prêtres est bien plus dangereuse que celle des nobles & des intrigans : mais le moyen de faire d'eux de bons citoyens , tandis qu'ils persécutent autant qu'il leur est possible ceux d'entre eux qui tâchent de le devenir ! Il est un grand nombre de ces calottins qui tâchent de verser le mépris sur les prêtres résipiscens qui croient que le vœu de la nature doit passer avant tous les vœux stupides de leur discipline ; il en est un grand nombre qui ont fermé leur porte à ceux de leurs confrères qui étoient mariés. Ils reçoivent avec plaisir , il est vrai , ils estiment même les prêtres qui , sans se marier , ont auprès d'eux de prétendues nièces , des gouvernantes qui ne sont rien moins que *canoniques* , & qui , par leur conduite , éveillent le scandale , ou tout au moins le soupçon ; mais s'unir devant le magistrat par des nœuds légitimes , prendre une chaste compagne à la face de la terre & du ciel , voilà , selon nos cagots , un crime impardonnable.

Nous pourrions nommer plusieurs de ces personnages , dont l'intolérance vraiment sacerdotale poursuit & anéantit ainsi les bonnes mœurs , qui refusent de voir leurs confrères depuis qu'ils sont mariés. Nous nous taisons pour ce moment , mais nous les suivrons de près , & lorsqu'il en sera temps nous les dévoilerons. Nous pensons en attendant que tous les Français doivent avoir l'exemple récent des Italiens sous les yeux , surveiller tous ces artisans de troubles , ces premiers pères de toutes les Saint-Barthélemy générales ou partielles ; & aujourd'hui qu'il faut

faut aux prêtres des certificats de civisme, les refuser à tous ceux qui bronchent. Songeons que tous, soit réfractaires, soit constitutionnels, s'entendent pour pleurer les tyrans & ressusciter la tyrannie.

A Londres, l'ambassadeur espagnol a fait célébrer dans sa chapelle un service solennel pour le repos de l'ame du feu roi; c'est un prélat français qui a officié. Les ministres de Naples & de Turin ont imité ce pieux exemple. Tous les évêques français réfugiés dans cette ville se sont concertés avec le docteur Douglas, qu'on appelle l'évêque catholique de Londres par excellence, pour faire célébrer pendant cette semaine un service continué dans toutes les chapelles catholiques de Londres; enfin là tous les prêtres répandent des larmes sur la fin tragique du meilleur des rois, du plus humain des hommes!

La parole perdue, ou démission du maire.

Le citoyen Chambon vient de remettre son écharpe, que les sections de Paris avoient eu tant de peine à se décider à lui passer. Sa santé débile & son caractère qui n'est guère plus robuste l'obligent à quitter des fonctions qui demandent une force d'ame & de corps peu commune; ce n'est pas le lot de tout le monde. Il paroît que l'affaire de l'Ami des loix est ce qui l'a principalement dégoûté d'une place qui véritablement lui convenoit peu. C'est de cette époque qu'il date l'extinction de sa voix, & qu'il perdit la parole au Théâtre-Français. Or, un maire qui n'a plus la faculté physique de se faire entendre du peuple a perdu la moitié de ses moyens. Le premier magistrat d'une grande ville doit payer de sa personne; il lui faut presque autant de poumons que de talent. La multitude aime dans le chef de ses officiers municipaux beaucoup d'assurance dans le maintien, & un son de voix mâle qui vienne à l'appui des loix dont il réclame l'exécution. Pour avoir raison avec la foule, il suffit quelquefois de parler plus haut qu'elle.

Puissions-nous rencontrer dans le successeur du citoyen Chambon ce que nous cherchons en vain depuis la révolution un homme toujours au niveau des principes & au-dessus des événemens, qui ait autant de résolution que de sagesse, & qui n'ait pas besoin de son écharpe pour que ceux d'entre le peuple qui ne l'ont point vu encore

disent : voilà le maire ! Cette magistrature populaire est peut-être le premier poste de la république pour les services qu'elle peut journellement lui rendre. Citoyens , tâchez donc cette fois de bien choisir : tous les orages ne sont point passés ; le vaisseau de Paris a besoin d'un bon pilote.

Observations d'un anglais qui médite sur la guerre des Français contre l'Angleterre , & manière de faire la guerre au roi Georges III & au gouvernement Anglais.

1°. Etablir à Paris un comité révolutionnaire , composé de natifs des trois royaumes d'Angleterre , d'Ecosse & d'Irlande ; ils doivent être patriotes fermes & éclairés , posséder à fond les deux langues.

2°. L'objet de ce comité sera de tracer à ses compatriotes la marche de la révolution française & ses principaux événemens , de les désabuser sur les calomnies atroces répandues dans leur pays contre le peuple français , de les instruire de leurs droits & de leurs devoirs , & d'accélérer , par la puissance de la raison , la chute de la tyrannie royale , nobiliaire & sacerdotale , qui pèse sur les îles britanniques.

Ce comité communiquera directement avec le comité diplomatique & de la guerre & leurs ministres respectifs , ou seulement avec le ministre de la guerre , ou même avec le conseil. Ce comité aura ses agens & ses presses sur la côte maritime qui avoisine l'Angleterre.

Ce comité pourra rendre de grands services à la république , dans le cas où il sera question de combiner des opérations secrètes ; & dans tous les temps le ministre de la guerre & le conseil exécutif trouveront une grande ressource dans leurs lumières , leurs connoissances locales & les correspondances qu'ils se feront ménagées dans leur pays.

Les agens du comité , dans les ports de mer , seront chargés d'instruire les prisonniers , & de les amener à l'amour de la liberté & de l'égalité par la voie de la douceur & de la persuasion. Ceux qu'on renverra dans leurs pays par échange seront munis d'écrits simples & énergiques , propres à défilier les yeux du peuple anglais.

Tous les vaisseaux ou navires quelconques de guerre

ou marchands, sortant des ports de la république, doivent porter des milliers de pareils écrits; car qu'ils soient vainqueurs ou vaincus dans le combat matériel & physique, les imprimés feront toujours leur effet; les préjugés tomberont, & bientôt la raison, la liberté & la république triompheront.

S'attacher principalement à anéantir leur commerce; car ces pertes pourront réveiller la nation.

Défendre & empêcher le plus possible l'importation des manufactures anglaises. La stagnation que ceci produira dans les principales villes de fabriques, pourra aider à culbuter Georges & sa horde; & l'interruption du traité de commerce est tout en faveur de la France, qui ne tiroit de l'Angleterre que des articles manufacturés que nos fabriques peuvent fournir, ou des colifichets en acier, &c., dont on peut & doit se passer, au lieu que nous leur envoyions en échange nos meilleures productions territoriales, nos meilleurs vins, nos huiles, eaux-de-vie, fruits, &c. Or je pense qu'il sera moins gênant à un républicain français de se passer des boutons d'acier & d'un gilet de Manchester, qu'à un lord anglais de se priver de vin de Bourgogne, de Bordeaux; & pour le peuple anglais, l'eau-de-vie de France est de première nécessité. Le résultat sera que notre change haussera à mesure que nous aurons moins à payer & plus à recevoir avec l'Angleterre. Ceci n'est dit qu'en passant.

Eviter les affaires générales & les grands combats sur mer, afin de donner aux Anglais le temps de revenir de leur stupide & féroce idolâtrie pour leur roi & leur soi-disant constitution, & afin de fatiguer leurs finances, dont l'épuisement & le délabrement total approchent à grands pas; & pour la nation anglaise, c'est là la partie sensible. Déjà la banque d'Angleterre se voit forcée à acheter l'or à dix pour cent de perte, pour faire face au paiement de ses billets; déjà les billets passent de main en main avec une rapidité effrayante pour la banque & le gouvernement. Personne ne les refuse encore, dans la crainte de voir brûler sa maison par les émissaires de la cour; mais personne ne veut les garder: on diroit qu'ils brûlent dans la poche du possesseur, à peu près comme les Monnerons chez nous.

Donner la totalité des prises aux captureurs, sans réserver des droits ni à l'amirauté, ni à la république.

Défendre de traiter de rançon pour les bâtimens ou marchandises prises sur les Anglais.

D'annoncer , pour le premier juillet , l'arrivée de soixante mille Français , pour aider leurs frères les Anglais à reconquérir la liberté , & à se donner une constitution fondée sur les droits de l'homme.

Les Français , avant de s'embarquer , jureront , sur l'autel de la liberté & en présence de la nation , de revenir vainqueurs , ou de ne revenir jamais. Aussi-tôt le débarquement effectué , les vaisseaux de guerre & de transport quitteront les côtes d'Angleterre.

Il faut regarder le roi d'Angleterre comme le chef de la ligue , & diriger de grands efforts pour donner la liberté à ce pays ; car aussi-tôt que nous aurons fraternisé avec ce peuple généreux , le colosse de la coalition se dissoudra. La Hollande , la Prusse , l'Espagne , le Portugal & plusieurs puissances secondaires de l'Allemagne y tiennent directement. L'Angleterre même , neutralisée , la France respireroit , & la république universelle feroit des progrès rapides.

Il faudra inquiéter le roi Georges sur le sort de ses états de Hanovre , dernier refuge que le tyran se ménage pour lui & sa troupe famélique de princes & princesses ; il ne seroit pas difficile de municipaliser ce qu'il appelle ses états héréditaires , & sur-tout aussi-tôt que l'entrée des Français en Hollande nous en aura approchés davantage.

Offrir protection , affiliation & la constitution française aux îles de Jersey & de Guernesey.

Réserver nos efforts maritimes pour la Méditerranée , la Manche , la mer du Nord & les parages les plus commodes pour intercepter le commerce anglais. Il faudra souvent inquiéter les côtes d'Angleterre , & tenter de faire des descentes partielles , dont l'idée seule effraie les habitans ; ils sucent avec le lait cette terreur : on menace les enfans mutins de faire venir les Français pour les prendre , &c.

Si les Anglais vouloient tenter une descente en France , je crois qu'on doit les laisser débarquer tranquillement ; nos gardes nationales sont là pour les accueillir.

Si le conseil exécutif vouloit adopter ces idées & les mettre en exécution , je pense que la guerre maritime ne dureroit pas trois mois.

Déclarer tous les ports francs pendant la durée de la guerre

guerre maritime, au moins pour ceux qui y amèneraient des prises chargées de marchandises, &c.

Mais la grande mesure révolutionnaire qui décidera, non-seulement de la guerre avec le roi d'Angleterre, mais de celle de la liberté contre le despotisme, est de déclarer que la république française ne reconnoît plus la royauté, & que désormais elle ne traitera ni de paix ni d'alliance qu'avec des peuples libres ou leurs agens, élus & délégués par eux, en déclarant cependant qu'elle n'entend pas déroger aux traités subsistans actuellement entre les républiques & les royaumes ou principautés, &c. qui sont restés neutres dans cette guerre.

Guerre du général Santerre contre les chiens & les chats du département de Paris.

Peu de commandans de places fortes & de généraux d'armée ont porté l'esprit de prévoyance & la sagacité aussi loin que notre brave Santerre. Il a ouï dire que dans les villes assiégées, quand les vivres viennent à manquer, on commence par se défaire des chiens & des chats. Nous n'avions pas cru Paris déjà susceptible d'une telle mesure; mais Santerre n'est pas de ces hommes qui veulent voir le danger pour y croire. Le voilà calculant ce que les chiens & les chats de tout le département peuvent consommer par jour l'un portant l'autre. Il trouve par approximation qu'on ne risque rien de l'évaluer à la nourriture de 1500 citoyens, c'est-à-dire, que voilà dix sacs de farine perdus par jour, ou trois milliers pesant d'une denrée de première nécessité. En conséquence de ce résultat, qui certes mérite considération, notre brave général propose une croisade contre les chiens, les chats & autres bouches inutiles.

Qu'il nous soit permis de lui demander si, quand il a conçu cette expédition, il en a bien calculé les accessoires & les suites: elle offre plus d'une difficulté. A l'entendre, on croiroit la chose faisable sur le champ; mais d'abord qu'il ne se flatte pas d'en venir en un seul jour à son honneur avec les 4000 hommes du dimanche 3 de ce mois; il lui faudra déployer une toute autre tactique. Le canon qu'il mena dernièrement au jardin de l'Egalité ne pourra lui servir dans cette seconde campagne. Les chiens, les chats sur-tout sauront bien le braver dans des asiles inaccessibles, impénétrables. D'ailleurs, ceux-ci, républicains-nés, ne dorment jamais que d'un œil, & toujours dans le voisinage d'une porte entr'ou-

verte. Au plus léger bruit ils prendront leur course dans les gouttières & sur les toits, ; & quel est le chasseur assez lesté pour aller les relancer jusque-là ? Ne nous en déplaise, les animaux savent mieux conserver ou défendre leur indépendance que les hommes.

C'est bien à regret que nous en prévenons le brave Santerre ; mais il nous semble que les lauriers de cette journée ne lui seront pas aussi aisés à cueillir que ceux du 3 février.

De toute nécessité il faudra en venir à des visites domiciliaires, & peut-être nocturnes, de la cave au grenier. La calomnie pourroit dire que c'est un moyen terrible pour violer l'asile de tous les citoyens : reste à savoir si le comité des douze, un peu confus de l'affaire de ce trop fameux dimanche, voudra les permettre encore cette fois. Les suites n'en ont pas été très-heureuses : loin d'intimider les perturbateurs du repos public, jamais ils n'ont été plus entreprenans, ni plus sanguinaires que depuis cette déplorable soirée (1). Le comité des douze n'a causé d'alarmes qu'aux bons citoyens qui tiennent aux principes ; plusieurs femmes ont failli mourir de peur, d'autres en sont malades ; personne n'ose plus mettre les pieds dans cette promenade ; les marchands sont désolés, & ne vendent plus rien.

Ce qui nous surprend, c'est que Santerre ait fait hommage de son projet au conseil général de la commune. Une conception aussi brillante, une aussi belle entreprise, appartenoit de droit au comité de sûreté générale ; & pour l'exécution, il sera bien force d'en référer à la prudence consommée des douze. L'idée étoit digne d'eux : elle en vient peut-être. La discrétion n'est pas le défaut du grand Talien, du sévère Bazire, de l'ex-capuchonné Chabot, &c.

Admirons un moment les vicissitudes des choses humaines. Qui eût dit, il y a cinq ans, qu'un petit capucin de province, aidé de plusieurs têtes aussi bien organisées

(1) Nous sommes bien d'avis que l'on exerce une police sévère contre ces hommes qui raccrochent pour les maisons de jeu, & qu'on surveille aussi toutes ces caves où l'on danse & où se rassemblent les filles. On assure que le seul crime de Baptiste, coiffeur, qui a été tué sous les galeries samedi matin, étoit de vendre la pièce de *La Chaste Susanne*. On attribue aux fédérés tous les désordres qui s'y commettent : nous aimons à croire que c'est pure calomnie. Saint-Souren ne fut frappé d'un coup de fabre par un ci-devant chevalier sortant du café Coraza, que pour avoir librement énoncé son opinion sur la Hollande.

que la fienne, naturaliseroit en France le conseil des dix (1) de Venise, transformeroit le lieu des séances d'un comité en une Bastille, feroit mouvoir à son gré la force armée de la première ville de l'Europe, ordonneroit le siège d'une promenade publique, y enverroit du canon même allumée, troubleroit le repos de plusieurs milliers de familles, pour s'assurer de quelques individus suspects qu'on n'a point trouvés, & se permettroit ce que Louis XIV, Louis XV & Louis XVI osoient à peine à l'époque de leur pleine puissance & autorité royale?

Revenons à messieurs les douze qui ont imaginé le siège du jardin de la Révolution : ils étoient seuls capables d'imaginer une pareille croisade.

Malheur aux chiens & aux chats qui s'aviseroient de réclamer dans leur langage ; car pourquoi n'auroient-ils pas le droit de remontrer très-humblement à Santerre l'injustice criante & la barbarie gratuite dont il se propose d'user à leur égard ? Brave général ! (pourroient-ils lui exposer) eh quoi ! votre fameuse expédition du 3 février ne vous a-t-elle pas couvert d'assez de gloire ? pourquoi encore vouloir vous rendre célèbre aux dépens des chiens & des chats, qui n'ont jamais conspiré que contre les ennemis domestiques du citoyen ? Mais, diront messieurs les douze, dont vous êtes le bras droit, cette canaille consomme chaque jour dix sacs de farine ! — Eh bien ! pour dix sacs de farine on n'a jamais fait tant de bruit au moulin. Le grand Chabot a-t-il donc oublié les services que nous autres chats principalement lui avons rendus quand il habitoit sa petite capucinière ? Ne l'avons-nous pas délivré de tous les rats qui trottoient dans sa cellule ? & il n'en avoit pas pour un. Peut-être l'ont-ils suivi jusque dans le comité de sûreté générale. Qu'il le dise, & nous irons les combattre. On dit que la barbe est le signe de la sagesse, ah ! M^e. Chabot, pourquoi vous êtes-vous fait raser ?

Quoi qu'il en soit, si messieurs des douze ne revendiquent pas l'honneur de la campagne savante tracée par

(1) Tribunal secret d'où sont tirés les inquisiteurs d'état : il juge les criminels de lèse-majesté publique, & prend soin de la tranquillité & de la sûreté générale.

Du temps de la ligue à Paris, il fut établi un *petit conseil secret des dix*. Son objet étoit d'aviser sur toutes les affaires qui concernoient la ville en général. Les membres n'étoient point tenus de rendre raison de leur conduite inquisitoriale ; ils étoient choisis parmi ceux du *conseil des seize*, dont on connoît dans l'histoire les principes & les procédés.

Santerre contre les chats & les chiens du département ; ils ont le droit du moins d'en examiner le plan , d'en surveiller l'exécution , & même de *retenir en charte privée* , dans l'intérieur de leur comité , tous ceux , bêtes ou gens , qui dénonceroient à l'opinion de tels attentats , & oseroient dire ou écrire qu'un tel comité ressemble parfaitement à ce château du Plessis-les-Tours , où Louis XI , comme on sait , mandoit tous les citoyens qui avoient le malheur de lui déplaire , & sans autre forme de procès , les faisoit jeter dans des cachots , ou les renvoyoit indignement mutilés , avec une oreille ou autre chose de moins. Le libraire Garnery en est sorti (du comité des douze) avec les siennes , mais garre au second mandat ! car ces messieurs voudroient que tout le monde les eût aussi longues que les leurs.

Quand il s'agira d'ouvrir la campagne projetée par Santerre , sans doute que le brave général ne manquera pas de s'aboucher avec le tribunal secret des douze redoutables , quand ce ne seroit que pour partager avec eux le poids de la responsabilité , dont il n'est pas juste qu'il soit seul chargé dans une expédition de cette nature. Ils concerteront ensemble les mesures de prudence à prendre dans un cas aussi neuf. Sans doute qu'ils rassembleront tous les juges de paix , tous les commissaires & les officiers de police , & aussi une députation de douze notables par section *intrà muros* & par canton *extrà muros* , afin de trier parmi tout ce monde ceux de bonne volonté , qui ne sont pas aussi près regardans en fait de liberté individuelle , qu'un certain juge de paix de la section des sans-culottes , & un petit nombre d'autres qui ont pris de l'humeur la dernière fois , parce que la force armée délibéroit avec le pouvoir civil ; mais comme le brave Santerre , qui a l'art d'empêcher de parler , les a rembarrés : il falloit le voir !...

Il est d'autant plus important de bien conduire cette seconde campagne , que si elle réussit encore mieux que la première , comme il y a tout lieu de l'espérer , Santerre & le comité de sûreté générale dont il est la cheville ouvrière , travailleront tous les autres départemens , à l'instar de celui de Paris. Bêtes & gens , d'un bout de la France à l'autre , personne ne pourra se soustraire à leur *salutaire* inquisition. Au nom du *salut public* , ils feront tour à tour , & au moment qu'on y pensera le moins , à toute heure de jour & de nuit , investir chaque chef-lieu de district & de canton , comme ils l'ont fait à la maison dite de la Révolution , par une force suffisante pour protéger cette opération importante au *salut public*. Bien entendu que les Jacobins & la députation de Paris à la convention n'ou-

viront pas une seule fois la bouche pour réclamer le droit d'asile & la liberté des personnes, ouvertement compromis & violés sous leurs yeux ; il est vrai qu'il seroit inconséquent de trouver à redire à cette violation de principes à l'égard des chats & des chiens, quand on n'a rien dit lorsqu'il s'agissoit des citoyens.

Mais il est une considération à laquelle sans doute le brave Santerre n'a pas assez songé. En lui supposant tout le succès possible dans son expédition, il n'a pas pris garde que les chats une fois exterminés, les rats & les souris auront beau jeu ; il faudra voir les dégâts qu'ils feront dans la halle aux farines, au dépôt des ci-devant chartreux, dans tous les moulins, chez tous les boulangers. Les chats une fois expédiés, il faudra tout aussi-tôt préparer une autre campagne contre les rats & les souris, & Dieu fait quel embarras ! car en voici un exemple :

« En 1540, à Autun, où Chasseneux exerçoit alors la profession d'avocat, il pullula tout à coup une si grande multitude de rats, que les campagnes furent dévastées & qu'on craignit une disette générale. Comme les remèdes humains paroissoient insuffisans contre ce fléau, on eut recours aux furnaturels. Le grand vicaire fut chargé de les excommunier. Pour rendre cette excommunication valide, on crut devoir suivre toutes les formalités de l'ordre judiciaire. Sur la plainte rendue par le promoteur, les rats furent assignés à comparoître. Après les délais expirés, le promoteur obtint un arrêt par défaut, & demanda qu'on procédât à la sentence définitive. Le grand vicaire constitua d'office un défenseur pour les accusés, & ce défenseur fut Chasseneux. Il s'attacha d'abord à prouver que les rats, dispersés dans un grand nombre de villages, n'avoient point été suffisamment appelés par une simple assignation, & qu'elle devoit leur être signifiée au prône de chaque paroisse, ce qui lui fit obtenir un délai assez considérable. Lorsqu'il fut expiré, sans que les parties eussent comparu, il entreprit de les excuser sur la longueur & les incommodités du voyage, sur le danger évident de mort auquel ils étoient exposés de la part des chats, leurs ennemis jurés, qui les guettoient à tous les passages. Enfin, il remontra tous les inconvéniens & l'injustice de ces proscriptions générales, qui enveloppent les enfans avec les pères, les innocens avec les coupables, & fit si bien valoir toutes les raisons, soit d'équité naturelle, soit de droit positif, qui étoient favorables à sa cause, qu'il acquit dès-lors de la célébrité, & jeta les fondemens de son élévation ».

Voici une idée plus pacifique & qui ne coûteroit la vie

à personne. Chaque dimanche encore , sans y manquer , il y a au moins un pain béni dans chaque paroisse dans toute l'étendue des quatre-vingt cinq ou quatre-vingt six départemens ; ce pain béni qu'on faisoit autrefois avec de la fine fleur de farine , & qui étoit une brioche , n'est plus aujourd'hui , il est vrai , que du pain de ménage ; mais c'est toujours du pain , & il y en a bien chaque fois quatre livres pesant. Or , nous comptons à présent au moins 50,000 municipalités en France ; à deux paroisses l'une dans l'autre , c'est 100,000 pains de quatre livres par semaine , ou 1,600,000 livres de pain par mois de gaspillé , de perdu ; car on fait que ces pains sont coupés dans la sacristie par petits morceaux , que le bedeau distribue pendant le reste de la messe. Les fidèles mâchent à peine , en chantant , cette demi-bouchée , & la rejettent le plus souvent sans l'avaler. Par conséquent , c'est par année 35,200,000 livres de pain qui ne profitent à personne. Ne mettons que 30,000,000 , le dieu de la nature peut-il se fâcher si on retranche de dessus ses autels une offrande dont il n'a que faire , & qui est en pure perte , non-seulement pour nous autres fidèles , mais encore pour nos curés ou vicaires qui n'en font plus si friands ? Supprimer le pain béni pour économiser trente millions de livres de pain , c'est donc une œuvre méritoire & une mesure très-civique.

Un usage qui consomme encore plus de sacs de farine , c'est la poudre dont les femmes & les hommes surchargent leurs cheveux. Ne gaspillons pas nos denrées de première nécessité , & méritons les bienfaits de la nature , par l'usage que nous saurons en faire ; que les citoyens & citoyennes renoncent donc à la poudre. Les femmes n'en seront pas moins aimables , & les hommes n'en paroîtront que plus mâles.

Grand Dîner du général Dillon.

Dans la motion à la commune où Santerre invite les citoyens à faire eux-mêmes , dans le jour , une déconfiture de leurs chiens & de leurs chats , il propose auparavant à la classe aisée des habitans de Paris , amis du bien public , de remplacer , deux jours par semaine , sur leur table , le pain par du riz & des pommes de terre. Qu'eût dit le brave Santerre s'il eût assisté au repas splendide du mardi 5 , donné par le général Dillon , mandé à Paris pour rendre compte de sa conduite , & dont le rapport devoit se faire par le comité militaire le lendemain même ? Il y avoit trente de nos législateurs républicains , dont plusieurs de la montagne , Bazire , Chabot , Fabre d'Eglantine , Merlin , Camille Desmoulins avec

sa charmante femme, Carra, Delmas, du comité militaire, &c. Ce n'étoit point un banquet de Spartiates ; on n'y mangea pas que des pommes de terre & du riz à l'eau ; il y eut encore autre chose que du bon pain de froment : la valeur de ce seul diner eût suffi pour dédommager Paris de tous les dégâts qu'on attribue aux chiens & aux chats. Les vrais sans-culottes ne dînent pas ainsi : le luxe de ce repas fut porté jusques à l'indécence. Jamais Choiseul, dans tout son faste, n'a donné un pareil dîner ; & ce n'est pas le premier que Dillon donne à nos législateurs. On se doute bien que les dineurs ont appuyé de toutes leurs forces, le lendemain, à la convention, pour faire blanchir Dillon, & faire rapporter le décret qui déclaroit qu'il avoit perdu la confiance de la nation. Le patriote Legendre, qui n'avoit pas été du dîner, demanda que le décret portât seulement un pardon en raison de sa dernière campagne.

Dillon va peut-être avoir le commandement de Bournonville : c'est ainsi que nos affaires ministérielles se conduisent. La république ne seroit qu'un rêve avec de pareils législateurs ; c'est tout comme dans l'ancien régime ; & nos députés prétendus Sans-culottes ont l'estomac des anciens vautours du peuple. Le décret en faveur de Dillon prouve la vérité de l'ancien proverbe latin : *omne animal capitur esca*. Dillon emploie toutes les ruses de la cour ; il est venu aussi nous voir à notre Bureau ; il comptoit tirer quelque avantage de cette visite ; mais aucune considération ne peut nous arrêter : la vérité, l'intérêt de la patrie, voilà nos seuls guides. Nous ne donnons ni ne recevons jamais à dîner. Il est honteux que des législateurs s'oublient jusqu'à aller piquer l'assiette chez un homme prévenu de trahison, & sur lequel ils doivent prononcer. Il nous semble voir un juge qui, le matin, déjeûne avec celui qu'il va juger. Hélas ! nous sommes plus que jamais dans le règne des intrigans : l'homme innocent ne prouve pas sa vertu par un bon dîner.

Bournonville, qui jouit d'une assez bonne réputation, étoit à ce dîner. Qu'il cherche plutôt à mettre à la tête de ses bureaux & des armées, des hommes qui ne mangent qu'en famille, & que l'opinion publique n'accuse point. Il seroit à désirer qu'il eût auprès de lui Pache ; les Jacobins qui, avec raison, demandoient que Pache restât au ministère, lui ont fait beaucoup de tort par leur zèle. Il étoit harcelé tous les jours par des patriotes, la plupart sans talens, pour avoir des places dans ses bureaux : qu'est-il résulté d'une partie de ses choix ? ils embrouilloient beaucoup plus la besogne qu'ils ne l'expédioient ; & comme

disoit Dumourier, les bureaux étoient transformés en clubs : Assenfratz le charlatan en est la preuve. Bournonville doit s'occuper d'une prompte réforme à cet égard. Il faut qu'il renvoie les paresseux, les parleurs & les ignorans ; qu'il aille chercher par-tout, même dans les départemens s'il le faut, le mérite modeste & caché ; car les départemens sont un peu oubliés dans la distribution de nos places. Il faut qu'il imprime à toute la machine un mouvement rapide & continu, & que nos armées n'éprouvent aucun retard ; il faut qu'il accoutume nos généraux à l'obéissance & à l'esprit républicain. Pache n'avoit pas su prendre sur Dumourier l'ascendant de sa place : le généralissime de la Belgique se promet donc de le faire sauter, & il en est venu à bout.

Il fut question au dîner de Dillon, de faire aussi sauter Monge, ministre de la marine, qui jouit avec raison de l'estime des patriotes ; sa conduite est à l'abri jusqu'à présent de tout reproche ; il ne néglige rien pour mettre notre marine sur un pied respectable. Il a dans sa partie des connoissances : c'est peut-être à cause de cela qu'on voudroit le déplacer. Les intrigans n'ont rien à gagner quand des hommes éclairés & vertueux occupent les premières places.

Anecdote sur Marie-Antoinette.

La cour étoit à Fontainebleau ; ordre à l'épouse de Molé de s'y rendre tout de suite pour y remplir tel jour un rôle dans une pièce du répertoire. Elle se met en route sans tarder, & prend ses mesures pour arriver à temps ; mais elle n'avoit point calculé le chapitre des accidens ; sa voiture se rompt sur le chemin ; prières, larmes, or & argent, elle met tout en œuvre pour se procurer tout de suite les ouvriers nécessaires ; mes amis, c'est pour le service de la reine, faites l'impossible. On ne perd pas une minute ; malgré toute la célérité imaginable, un quart-d'heure est bientôt passé ; enfin elle se remet en route, & fait doubler le pas des chevaux ; mais ayant, en femme bien avisée, la dame Molé se fait délivrer un certificat en bonne forme, attestant la cause du retard involontaire qu'elle éprouvoit. Elle arrive un quart-d'heure après le moment de lever la toile. Le duc de Villequier, gentilhomme de service, vient poliment lui apporter de la part de la reine sa maîtresse l'ordre de se rendre sur le champ en prison. — Mais est-ce ma faute si j'ai versé en route ? — Madame, c'est l'ordre de la reine, lui répondit-on froidement. Obéissez.

L'honnête citoyen de la section des Lombards qui nous

fait

fait passer cette anecdote , en conclut que nous devrions revenir sur le compte des comédiens français , ou du moins faire une exception en faveur de Molé , dont pourtant nous n'avons rien dit dans notre examen de l'Ami des loix. Il défie qu'on puisse être meilleur patriote que Molé , & il ajoute que c'est à cause de son civisme que Mons Laya ne lui a point donné de rôle. L'honnête citoyen de la section des Lombards , qui dit être sans cesse près des acteurs français , nous assure que personne ne parle du peuple avec plus de respect que ledit sieur Molé ; enfin il est tellement démocrate , que ses camarades finissent toujours dans leurs disputes amicales sur les affaires du temps par l'appeler *sans-culotte*. Les actrices , c'est bien pis , sans cesse elles le taquent , & le traitent d'ingrât envers la cour qui le combloit de bienfaits. Molé leur répond par l'anecdote ci-dessus ; mais on voit que même à ce prix nos matrones du théâtre français préféreroient encore , si elles en avoient le choix , l'ancien régime au nouveau.

Pour les hommes , fait-on ce qu'ils répondent , quand on leur demande comment ils ont pu surcharger leur mémoire des vers lourds & froids de Mons Laya ? Procurez-nous des pièces patriotiques qui nous rapportent les 100,000 livres que cette comédie nous promettoit ? Depuis quatre ans nous avons fait sortir de nos bourses 140,000 livres pour les besoins de l'état ; n'est-il pas juste que cette somme nous rentre , de façon ou d'autre ? C'est ce que M. Fleury est venu l'un de ces jours faire entendre aux officiers municipaux dans le parquet du procureur de la commune. Malgré l'attestation du civisme le plus pur qui lui fut expédiée verbalement par le maire , les autres magistrats ont donné à Fleury le conseil fraternel de laisser *sous la remise* l'Ami des loix. — Mais nous y avons fait des changemens heureux. Nomophage est devenu un ci-devant ; on trouvera un superbe éloge de Michel Lepelletier. Le public sera content : nous avons besoin de quelques bonnes recettes. Vendredi , 2 février , notre camarade Larive doit jouer Forlis (1) sur le théâtre de Bordeaux. Y auroit-il plus d'inconvéniens à le reprendre en même-temps à Paris ?

Tous ces beaux argumens , dans lesquels on auroit de la peine à reconnoître des républicains , furent sans effet ; la municipalité conseilla au sénat comique d'ajourner à dix ans la reprise de l'Ami des Loix.

(1) Le défintéressé Laya a vendu son *Ami des Loix* 60 louis au directeur du spectacle de Bordeaux.

Néanmoins ils prirent sur eux d'afficher cette pièce, en consacrant la recette de la représentation aux frais de la guerre. Cette ruse fut sans effet ; eux-mêmes le matin annoncèrent relâche.

Pâris n'est sorti de Paris que le samedi 26 janvier, le lendemain du jour où le comité de sûreté générale avoit fait visiter une maison, rue de la Rochefoucault, & de laquelle il y avoit tout lieu de croire qu'il se sauva au moment de la perquisition. Il voyageoit à pied, revêtu de l'uniforme de garde national, ses cheveux coupés en jacobin. Il coucha, la nuit du dimanche au lundi, à Gisors, & il en repartit le lendemain matin, de très-bonne heure. Arrivé à Gournay, au lieu de suivre la grande route, il prit le chemin qui conduit à Forges-les-Eaux, chemin impraticable, sur-tout dans cette saison. Il falloit que ce scélérat connût bien ce chemin, & il avoit bien calculé, en le prenant, qu'il seroit impossible qu'on le suivît.

Pâris arriva, le lundi 31 janvier, à Forges-les-Eaux; il fut se loger dans une petite auberge, où il auroit sans doute été ignoré, s'il ne se fût permis des fanfaronades. Pâris chercha à être autant seul qu'il lui fut possible. Il eut cependant l'imprudence de faire voir les armes dont il étoit porteur. Il se servit, pour souper, d'un couteau en forme de poignard renfermé dans sa canne. Voulant sans doute éloigner de lui les remords, il but à son repas d'une manière immodérée; alors des propos indiscrets lui échappèrent, & donnèrent de violens soupçons contre sa personne. On remarqua que, lorsqu'il fut renfermé dans sa chambre, il s'y promenoit avec l'air égaré & inquiet. Il se mettoit à genoux, & baisoit à plusieurs reprises sa main droite. Les citoyens témoins de ces extravagances les attribuèrent à l'état d'ivresse dans lequel il se trouvoit. Le lendemain matin le citoyen *Auguste*, qui la veille avoit vu Pâris dans l'auberge où il étoit descendu, & auquel il avoit paru très-suspect, vint le dénoncer à la municipalité, mais sans se douter que ce pût être Pâris, son signalement n'étant pas encore parvenu officiellement dans cette commune, & n'y étant connu que par la voie des journaux.

Les officiers municipaux chargèrent trois gendarmes de se transporter à l'auberge du Grand-Cerf, pour inviter le citoyen à se rendre au bureau municipal. Les gendarmes, entrés dans la chambre où Pâris étoit couché, lui demandèrent d'où il venoit & où il alloit, s'il avoit un passeport ou un congé. Il répondit qu'il venoit de Dieppe

qu'il alloit à Paris, qu'il n'avoit point de passe-port, & que jamais il n'avoit servi. Après cette interpellation, les gendarmes l'invitèrent à se rendre à la municipalité : il dit qu'il alloit y aller ; & faisant un mouvement sur le côté droit, il se brûla aussi-tôt la cervelle avec un pistolet à deux coups, chargés chacun d'un lingot mâché. Il expira à l'instant : on trouva sur lui un porte-feuille, dans lequel étoit renfermé une somme de 1208 livres en assignats, une fleur-de-lys de cuivre argenté. N'ayant trouvé dans son porte-feuille aucun papier qui pût donner des renseignemens sur son compte, on le déshabilla, & on trouva sur son estomach deux papiers ; ils sont teints du sang de ce scélérat.

Le premier est un extrait des registres de la paroisse de Saint-Roch à Paris, délivré le 28 septembre dernier, duquel il résulte que Pâris étoit né le 12 novembre 1763.

Le second est son congé de licenciement de la garde du ci-devant roi, en date du premier juin 1792. Au dos de ce brevet est écrit de sa main ce qui suit :

Mon brevet d'honneur. « Qu'on n'inquiète personne : personne n'a été mon complice dans la mort heureuse du scélérat Saint-Fargeau. Si je ne l'eusse pas rencontré sous ma main, je faisois une plus belle action ; je purgeois la France du régicide, du patricide, du parricide d'Orléans. Qu'on n'inquiète personne : tous les Français sont des lâches auxquels je dis :

Peuple, dont les forfaits jettent par-tout l'effroi,
Avec calme & plaisir j'abandonne la vie,
Ce n'est que par la mort qu'on peut fuir l'infamie,
Qu'imprima sur nos fronts le sang de notre roi.

Signé PARIS l'aîné, garde du roi assassiné par les Français.

L'assemblée a accordé une somme de douze cents livres au citoyen Auguste, dénonciateur de Pâris.

Observations. Les royalistes ne manqueront pas d'opposer Pâris à Ankaström, & de dire aux patriotes : Ce brave garde du roi que vous avez tant de fois appelé lâche, vous le voyez ; peut-on mettre plus de courage à mourir ? Un homme ordinaire compose-t-il des vers avant de se brûler la cervelle ?

Pourquoi pas ? La fin de Pâris n'a rien de merveilleux. Le misérable sait que sa tête est à prix, que son signalement le précède en tous lieux, que malgré tous ses déguisemens il ne peut manquer d'être reconnu ; l'espoir d'échapper à la vindicte publique l'abandonne ; de deux extrémités également fâcheuses pour lui, il choisit

la plus expéditive pour éviter de tomber dans les mains du peuple, qui eût peut-être trouvé le supplice prononcé par la loi trop doux pour un tel monstre, le lâche se défait lui-même; tous les détails de sa fuite annoncent un homme qui a peur, & les circonstances de son trépas dénotent un coup de désespéré. Ce qu'il appelle son brevet d'honneur est une forfanterie qu'il a écrite pour tâcher de se distraire de ses remords & tromper sa conscience. Ce fanatisme royal n'est que factice, l'infâme Pâris n'a jamais été de bonne foi; en un mot, il est mort comme il a vécu.

Un homme de vrai courage & qui eût eu du caractère, au lieu de se tondre, de changer d'habits, de se cacher & de fuir, se seroit trouvé le lendemain de son forfait sur le passage de Louis XVI; & bravant la présence du peuple & des baïonnettes, eût rendu un dernier hommage à son roi. Il eût été percé aussi-tôt de mille coups & mis en pièces sur la place; du moins il eût joué son rôle jusqu'au bout. Mais ces beaux mouvemens étoient étrangers au cœur d'un vil esclave attaché à son maître par intérêt seul. Il falloit que la cause de Louis XVI fût bien mauvaise, car à commencer par ses deux frères jusqu'au lâche Pâris, aucun de ses défenseurs n'a montré d'énergie; c'est que les rois n'ont point d'amis.

CONVENTION NATIONALE.

Fin de la séance du jeudi 31 janvier 1793.

Le ministre de la justice fait un rapport sur les prisons de l'Abbaye; il le divise en deux parties: la première relative aux prisonniers d'état; ils sont au nombre de trente-sept, logés au premier, second & troisième étage. Le département donne 40 sous par jour pour leur dépense, & ils peuvent se procurer, à leurs frais, toutes les commodités de la vie. La seconde partie du rapport concerne les détenus pour délits militaires & contre la discipline: ils sont au nombre de soixante-neuf, réduits au pain & à l'eau. Les soldats accusés de délits plus graves, sont dans des prisons particulières, au-dessous du niveau de la terre, où le jour pénètre à peine.

On demande que les soldats détenus à l'Abbaye soient transférés dans une des maisons nationales de Paris. Décrété. On renvoie au comité de législation la proposition faite de traiter tous les prisonniers de la même manière.

Les commissaires de la Belgique annoncent qu'ils ont cassé une proclamation de l'administration provisoire de

Louvain, contraire à l'article premier du décret du 15 décembre, & l'administration elle-même.

Vendredi premier février. Lasource fait un rapport relatif à Nichole, rédacteur du Journal Français, ou Tableau de Paris; il propose à la convention de le faire poursuivre devant les tribunaux. L'assemblée passe à l'ordre du jour, motivé sur la liberté de la presse, & fait remettre Nichole en liberté.

Brissot fait un autre rapport, pareillement au nom du comité de sûreté générale, sur l'Angleterre. Voici le décret qu'il propose & qui est adopté :

« La convention nationale considérant que le roi d'Angleterre n'a cessé depuis le 10 août de donner des preuves de sa malveillance & de son attachement à la coalition des despotes, qu'il a rappelé son ambassadeur en France, & cesse depuis cette époque toute correspondance officielle, en refusant de reconnoître & la convention nationale & le conseil exécutif, & l'agent de France en Angleterre;

» Considérant qu'il a cherché à traverser les opérations du commerce français, qu'il a fait arrêter deux vaisseaux chargés de grains pour la France, qu'il a fait prohiber la circulation des assignats, qu'il a violé les traités en faisant porter un bill qui soumet les Français qui se trouvent en Angleterre à l'inquisition la plus révoltante, en accordant des secours aux émigrés;

» Considérant qu'il a accueilli les chefs rebelles, qu'il entretient avec eux une correspondance suivie, qu'il correspond également avec les révoltés des colonies françaises, qu'il a fait préparer un armement considérable sur mer, & augmenter les troupes de terre, que le but de cet armement n'a pas même été déguisé dans le parlement;

» Considérant qu'il a envoyé une escadre vers l'Escaut pour entraver les opérations de la république française dans la Belgique, qu'il a donné ordre à l'agent de France de sortir, sous huit jours, d'Angleterre, qu'il a manifesté par un duel hypocrite son attachement à Louis Capet, qu'il a pris des résolutions hostiles dans son conseil, & fait de nouveaux préparatifs de guerre; enfin, qu'il a prouvé ses liaisons criminelles avec l'empereur & le roi de Prusse, par un traité passé dans le cours du mois de janvier;

» Considérant que le Stathouder des Provinces-Unies a traité avec les ennemis de la France, qu'il a opprimé les patriotes & fait mettre en liberté des fabricateurs de faux assignats, qu'il a ordonné un armement pour se

joindre à l'Angleterre, ouvert un emprunt & empêché l'exportation des denrées & des matières de commerce en France; considérant que toutes ces circonstances sont des hostilités évidentes qui ne laissent plus à la France l'espoir de conserver la paix, décrète ce qui suit :

» 1°. La convention nationale déclare, au nom de la nation française, qu'elle est en guerre avec le roi d'Angleterre & le Stathouder des Provinces-Unies.

» 2°. La convention nationale charge le conseil exécutif de déployer immédiatement toutes les forces de la France pour repousser leurs aggrèsions & garantir la sûreté & l'indépendance de la république française.

» 3°. La convention nationale autorise le conseil exécutif à disposer pour cet effet de toutes les forces navales de la république, & révoque en conséquence toutes les dispositions précédemment décrétées, qui pourroient entraver ses opérations ».

On demande l'impression de la correspondance du ministre des affaires étrangères avec lord Grenville, la rédaction d'une adresse au peuple anglais, sur les véritables motifs qui nous forcent à déclarer la guerre à son cabinet, protection & sûreté pour les Anglais & Hollandais qui commerceront & voyageront paisiblement en France. Décrété.

Cambon fait décréter la création de huit cents millions d'assignats, attendu que le gage des assignats qui montoit, suivant les états arrêtés par l'assemblée nationale au mois d'avril dernier, à 2 milliards, 445 millions, 638 mille 237 livres, a été augmenté de 725 millions par la vente décrétée depuis cette époque :

- 1°. Des palais épiscopaux ;
- 2°. Des maisons occupées par les religieuses ;
- 3°. Des maisons ci-devant jouies par l'ordre de Malte & par les collèges ;
- 4°. Du montant de la coupe des quarts de réserve & futaie, & d'une partie de bois épars, jusqu'à concurrence de 200 millions ;

5°. Du montant des intérêts sur les sommes dues par les acquéreurs des domaines nationaux vendus, & du produit des fruits de ceux invendus, de sorte que le montant du gage disponible des assignats s'élève à 3 milliards, 170 millions, 638 mille 237 livres ;

Considérant que ce gage peut encore être augmenté :

- 1°. De 1,200,000,000 liv. par la valeur des bois & forêts dont la vente est ajournée ;

- 2°. De 200,000,000 par celle des biens affectés à la liste civile ;

3°. De 100,000,000 par la rentrée du bénéfice à faire sur la reprise des domaines engagés ;

4°. De 50,000,000 par le produit du rachat des rentes foncières & droits féodaux appuyés de titres primitifs portant concessions de fonds ;

5°. De 30,000,000 par la valeur des biens nationaux par les acquéreurs des domaines nationaux vendus, districts de Longwy & Vaucluse, nouvellement réunis à la république ;

6°. Par le produit de la vente des biens des émigrés qui, d'après le compte rendu par Roland, ministre de l'intérieur, peut être estimé à trois milliards, déduction faite des dettes à acquitter ;

7°. Et enfin, par le montant de l'indemnité qui sera due à la république par les peuples auxquels les succès des armées françaises auront procuré la liberté & l'égalité.

Samedi 2. Bréard lit une lettre du conseil exécutif, qui annonce l'assassinat commis par le peuple de Rome, sans aucune opposition de la part du pape, sur le citoyen Bassville, notre secrétaire de légation dans cette ville ; le pillage de la maison du banquier où Bassville s'étoit réfugié, & avoit été éventré avec un rasoir ; l'incendie de l'académie de France, & la persécution exercée contre tous les Français. L'assemblée charge le pouvoir exécutif d'aviser aux moyens de venger ces outrages ; ordonne à son président d'écrire à la veuve, & de lui annoncer une pension de 1500 livres, dont les deux tiers seront reversibles à son fils, & le don préliminaire d'une somme de deux mille quatre cents livres.

Au nom du comité de défense générale, Fabre d'Églantine propose, & l'assemblée adopte le décret suivant :

« 1°. Il sera nommé par la convention nationale neuf commissaires pris dans son sein, qui se rendront sur la frontière du Nord & de l'Est, pour visiter les places fortes & les faire mettre en état de défense respectable ; ils auront le pouvoir de destituer les fonctionnaires mal-intentionnés ou incapables.

» 2°. Ces neuf commissaires seront divisés en trois sections de trois membres chacune. Les premiers visiteront la frontière, depuis Besançon jusqu'à Landau ; les seconds, depuis Sarlouis jusqu'à Givet ; les derniers, depuis Charles-sur-Sambre jusqu'à Calais.

» 3°. Chaque commission s'occupera spécialement de la visite des places ; elle ordonnera les mesures convenables par des délibérations qui seront signées de tous les commissaires & envoyées à la convention.

» 4°. Les commissaires, pour s'aider dans leurs opé-

rations, pourront emmener avec eux des ingénieurs & autres gens de l'art ».

La convention arrête que lundi prochain elle nommera un ministre de la guerre; divise son administration en cinq parties, pour lesquelles il choisira cinq adjoints responsables sous lui & avec lui.

Dimanche 3. Une somme de quatre millions est remise au ministre de l'intérieur, pour qu'il secoure les hôpitaux qui ont éprouvé des pertes, & les administrateurs de ces hôpitaux sont tenus de présenter le tableau de leur recette & dépense de 1792, & des besoins présumés pour les six premiers mois de 1793.

Garat, ministre de la justice, demande qu'il lui soit permis d'acheter des grains dans les ports de France, censés étrangers, c'est-à-dire francs, & que ces achats soient considérés comme faits chez l'étranger même, ainsi que le porte le décret. Accordé.

L'ordre du jour étoit l'admission des pétitionnaires : ils sont introduits.

Séance du 4. Décret d'accusation porté contre Desparbès, gouverneur général des îles du vent. Les autres prévenus qui avoient été amenés en France avec lui sont mis en liberté. Mais Cambesfort & Fouzac ne pourront être employés dans nos armées, qu'après s'être justifiés devant une cour martiale.

Autre décret d'accusation contre Lami & Marivaux, qui étoient du nombre des douze députés de l'assemblée législative, qui avoient été arrêtés sur le soupçon de s'être laissés corrompre par la liste civile. Les dix autres sont relâchés.

Le comté de Nice est déclaré former un quatre-vingt cinquième département, sous le nom de département des Alpes Maritimes. Deux des commissaires du Mont-Blanc iront l'organiser. Le chef-lieu sera la ville de Nice.

L'appel nominal porte au ministère le général Bournonville.

La section des Lombards demande que chaque municipalité fournisse un cavalier & trois fantassins tout armés.

Séance du 5. Sur le rapport d'un membre du comité des finances, l'assemblée décrète :

Art. I^{er}. Les monnoies d'or & d'argent de la république française porteront pour empreinte une couronne de branches de chêne. La légende sera composée des mots *république française*, avec désignation de l'année en chiffres romains. La valeur de la pièce sera inscrite au milieu de la couronne.

II. Le type adopté pour les monnoies par le décret d'avril 1791, sera conservé sur le revers de la pièce. Le bonnet, symbole de la liberté & le niveau, symbole de l'égalité, seront substitués au coq & faisceau. La légende sera composée des deux mots *liberté, égalité*.

L'exergue contiendra le millésime de l'année en chiffres arabes.

III. Le cordon des pièces de six & de trois livres, dont l'épaisseur permet de placer des lettres sur la tranche, sera composé de deux mots, *unité, indivisibilité*; les autres pièces seront empreintes d'un simple cordon.

IV. Les pièces d'une valeur inférieure à celles de trois livres, porteront les mêmes empreintes, à l'exception du bonnet & du niveau.

Bournonville vient remercier l'assemblée de sa nomination au ministère de la guerre. Des pétitionnaires offrent deux vaisseaux de 74 canons, six frégates de 40, six de 36: six de 30, vingt de 24, cinq de 18, & sept avisos de 12 à 8 canons, pourvu que les actions de la société des armateurs de la liberté ne soient pas soumises à l'enregistrement prescrit par la loi du 27 août dernier. Accédez à notre demande, & les armateurs volent à l'ennemi. Renvoyé au comité.